

La métropole contre le droit à la ville

Depuis quelques temps à Rennes, depuis trop longtemps sûrement, les transformations urbaines, ces travaux d'embellissements stratégiques en cours, se multiplient, par ici, par là, partout finalement. L'urbanisme promu par la municipalité nous échappe et la vitesse de ces transformations nous en dépossède doublement. A la fois en terme de participation mais aussi en terme d'appropriation et d'usage. Une grande partie de ces travaux, ne semble pas se réaliser pour servir l'intérêt des rennais et encore moins celui des classes populaires, mais pour justifier le tout nouveau statut de Métropole.

Pourquoi réaliser un centre des congrès et à qui s'adressera-t-il ? Pourquoi réaliser une ligne à grande vitesse et à qui s'adressera-t-elle ? Pourquoi exproprier des habitants pour construire des bureaux ? Pourquoi autant d'opérations de prestiges quant la crise du logement persiste ? Pourquoi raser des jardins ouvriers ? Pourquoi porter plainte contre un camp de migrants ?

A ceux qui espéraient d'une politique municipale de gauche, tous les chantiers de grandes envergures en cours et à venir servent à adapter l'espace urbain à l'état actuel des rapports sociaux largement défavorables aux classes populaires. Pour ceux qui connaissent ou vivent dans ces quartiers, le signal est alarmant et le constat déjà accablant : les prairies Saint Martin, le centre historique, le quartier sud gare, le mail François Mitterrand... tout autant d'espace que la municipalité a ciblé pour participer à l'attractivité de la toute nouvelle Métropole, pôle d'attractivité et de compétitivité concurrentiel. Voilà ce qui obnubile nos élus, mettre en œuvre et appliquer ce nouveau statut de Métropole avec les équipements adéquats : gare moderne, centre des congrès, cité internationale, hôtels de luxe, immobilier de bureaux, logements de standing...

A l'amorce de la municipalité, toute une dynamique privée s'affaire à ne pas en perdre une miette et à poursuivre le dessin mené : la Métropole. Main dans la main, municipalité, promoteurs, bétonneurs, franchisés, bourgeois s'affaire à changer la ville irréversiblement et toutes ces opportunités permises par les pouvoirs publics promettent de beaux jours pour les capitalistes à l'heure de la gentrification* urbaine.

Du côté des classes populaires, il s'agit d'une véritable hécatombe, notamment au sens où ces transformations urbaines sont le moteur d'un changement social annoncé, d'une nouvelle image de marque à créer, la Métropole : hausse des loyers, privatisation et marchandisation de l'espace public, cherté des commerces... Il faut y voir ici, la stratégie de « reconquête » de

* Destruction d'une partie ou de tout un quartier et éviction des habitants à revenus modestes pour faire place à des utilisations de l'espace à plus forte valorisation (équipements haut de gamme, immobilier de bureaux...).

l'équipe municipale, plus proche des promoteurs et des touristes argentés que des classes populaires. On se rend alors vite compte que les initiatives municipales et marchandes associées mettent en place un décor urbain qui les en exclus de fait. La transformation de la ville, sert ainsi à détruire les ressources sociales et symbolique de l'appropriation de l'espace public par les classes populaires, (devenir incertain de la maison du peuple, vidéosurveillance généralisée, dispersion de l'ambiance festive non contrôlée, nouveaux décors pour des pratiques formatées...) pour y imposer celui des promoteurs, celui de la marchandise et de la consommation.

La Métropole se fait au détriment des classes populaires et contre elles.

Contre la Métropole, pour le Droit à la Ville.

Rejoignons-nous.